

Conseil
Municipal

04/04/2022

Budget Primitif

Rapport de présentation
Exercice 2022



Sommaire

| | |
|--|----|
| I- Présentation générale | 2 |
| Budget Primitif 2022 : un acte budgétaire structurant l'action municipale impacté par les crises sanitaire et économique..... | 2 |
| Grands équilibres budgétaires 2022 | 2 |
| II- Section de fonctionnement | 3 |
| Les recettes de fonctionnement | 3 |
| Focus sur les impôts locaux..... | 4 |
| Les dépenses de fonctionnement | 5 |
| L'Épargne Brute 2021 | 7 |
| Ratios obligatoires – Article R2313-1 CGCT..... | 8 |
| III- Section d'investissement | 8 |
| Les recettes d'investissement | 8 |
| Les dépenses d'équipement..... | 9 |
| La dette communale..... | 11 |

I- Présentation générale

Budget Primitif 2022 : un acte budgétaire structurant l'action municipale impacté par les crises sanitaire et économique

Construit dans le respect des objectifs présentés lors du débat d'orientations budgétaires qui a eu lieu le 14 février dernier, le budget primitif 2022 traduit les ambitions de la municipalité, tout en incluant les impératifs et impacts des crises sanitaires et économiques.

Pour l'année 2022, la municipalité, sans augmentation des taux d'imposition, souhaite maintenir un service public de qualité, respectueux des enjeux environnementaux, accompagnant le secteur associatif à travers les aides financières et les avantages en nature consentis à titre gratuit, tout en continuant à entretenir les équipements publics (écoles, bassin d'apprentissage, voies de circulation) et en réalisant des investissements structurants.

Cette prévision budgétaire pour 2022 est équilibrée tant en fonctionnement qu'en investissement et dans le respect des principes généraux des finances publiques **de sincérité¹ et de transparence** de l'acte budgétaire.

Pour financer les investissements structurants, tels que la rénovation de l'éclairage public ou les circulations douces, la commune continuera à solliciter toutes les sources subventions possibles mais elle aura aussi recours à l'emprunt.

La prospective de la commune, travaillée au fil de l'eau pour prendre en compte les évolutions réglementaires et structurelles, conduit à cette proposition de budget.

Grands équilibres budgétaires 2022

Le budget de la commune de Noisy-le-Roi, pour l'exercice 2022, est présenté en équilibre. Ce budget est construit en anticipant la reprise du résultat 2021 qui a été arrêté avec le compte public à 1,2M€ en section de fonctionnement et 3,5M€ en section d'investissement. L'affectation d'une part du résultat de fonctionnement (0,5M€), permet de dégager un autofinancement suffisant (1,2M€) pour couvrir le remboursement de la dette, les dotations aux amortissements ainsi que les dépenses d'entretien courant du patrimoine communal.

La section de fonctionnement du BP 2022 se chiffre à 10,2 M€ (contre 9M€ au BP 2021) et dégage un autofinancement de 0,7 M€ (contre 0,9 M€ au BP 2021).

La section d'investissement est arrêtée à hauteur de 10 M€ dont 9,6 M€ de dépenses d'équipement contre 7,7 M€ en 2021. Les principales dépenses restent celles liées aux opérations individualisées.

¹ Cette exigence de sincérité renvoie aux principes d'exhaustivité, de cohérence et d'exactitude des informations financières

II- Section de fonctionnement

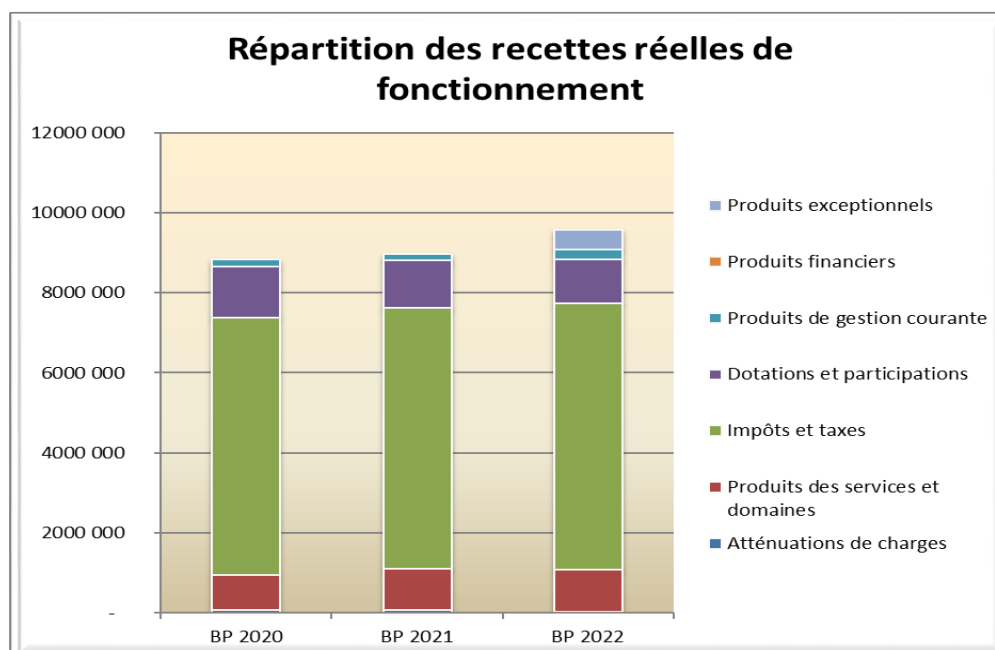
Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement sont en hausse de 1,2% par rapport à la préparation budgétaire 2021, hors reprise provision.

Les principales variations entre 2021 et 2022 :

- 1- Les produits des services et du domaine demeurent au même niveau qu'en 2021, à 1M€ ;
- 2- Les variations nominales des bases des impositions directes et une prévision à la hausse des droits de mutation pour tenir compte de l'évolution moyenne sur ces dernières années ;
- 3- Une baisse des dotations et participations de l'Etat (dotation globale de fonctionnement) et les compensations fiscales de la TH qui ne seront plus imputées sur le chapitre 74 ;
- 4- L'intégration en année pleine des loyers du pôle de santé
- 5- La reprise de la provision pour le reversement des surcharges foncières à VGP.

| Chapitre | | BP 2020 | BP 2021 | BP 2022 | % 22/21 | Var. 22/21 |
|--|-----------------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------|----------------|
| 013 | Atténuations de charges | 70 000 | 70 000 | 35 000 | -50,0% | - 35 000 |
| 70 | Produits des services et domaines | 868 398 | 1 032 467 | 1 034 347 | 0,2% | 1 880 |
| 73 | Impôts et taxes | 6 441 035 | 6 524 042 | 6 665 579 | 2,2% | 141 537 |
| 74 | Dotations et participations | 1 270 402 | 1 181 062 | 1 106 859 | -6,3% | - 74 203 |
| 75 | Produits de gestion courante | 174 500 | 155 500 | 229 489 | 47,6% | 73 989 |
| 76 | Produits financiers | - | - | - | 0,0% | - |
| 77 | Produits exceptionnels | - | - | 490 747 | 0,0% | 490 747 |
| Total Recette de fonctionnement | | 8 824 335 | 8 963 071 | 9 562 021 | 6,7% | 598 950 |



Les variations du budget primitif 2022, en recettes de fonctionnement sont :

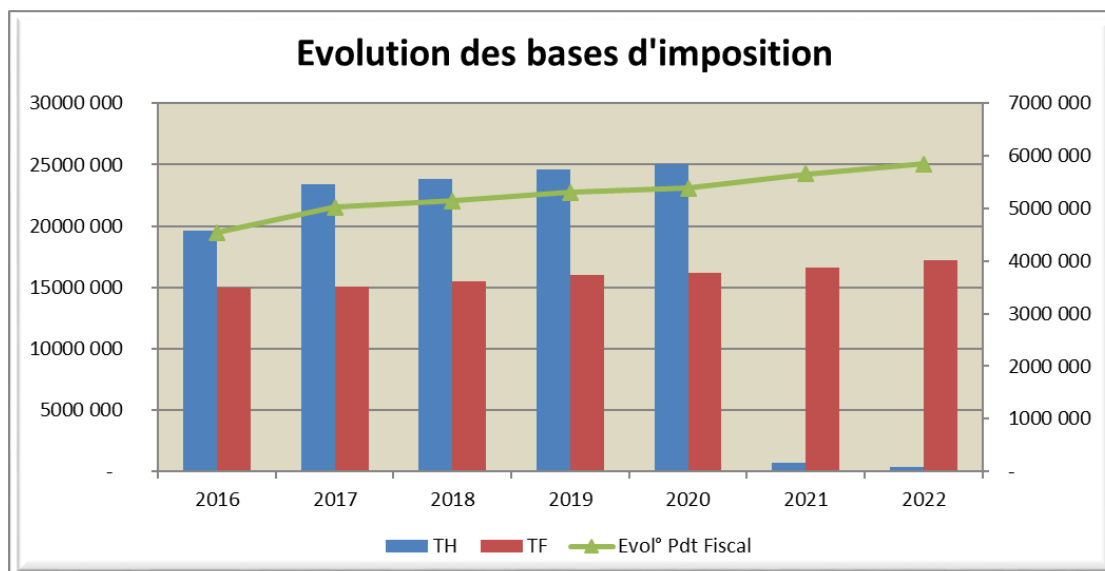
- Chapitre 013 : cette recette est en baisse de 50% ; cette baisse résulte du départ en retraite d'un agent en décharge syndicale dont le CIG remboursait la rémunération et d'une diminution du nombre des agents en arrêt de longue durée ;
- Chapitre 70 : il est noté une stabilité des recettes des participations des familles et des usagers en règle générale, en lien avec les capacités d'accueil et d'encadrement des équipements publics ;
- Chapitre 73 : la hausse prévue sur les impôts et taxes prend en compte l'effet nominal d'intégration des nouvelles bases d'imposition, de la revalorisation des bases liée à la Loi de Finances pour 2022 ainsi que la tendance haussière des droits de mutation depuis quelques années.
- Chapitre 74 : les dotations d'Etat continuent à baisser. Après un soutien financier de la Caisse d'Allocations Familiales en 2020, dans le cadre de la crise sanitaire, nous revenons à des niveaux d'accompagnement identiques aux années précédant le Covid ;
- Chapitre 75 : 2022 est marquée par l'intégration dans la prévision budgétaire, en année pleine, des loyers du pôle de santé du Vaucheron ;
- Chapitre 77 : ce chapitre intègre la reprise de la provision constituée en 2021.

Focus sur les impôts locaux

Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases d'imposition est codifié par l'article 1518 bis du CGI. Depuis la loi de finances pour 2018, ce coefficient relève d'un calcul² et non plus d'une fixation par amendement parlementaire.

Pour 2022, ce coefficient est de 1,034.

En parallèle, les bases communales sont augmentées des constructions nouvelles ou de celles livrées avec effet au 1^{er} janvier 2022.



² Coefficient = 1 + [(IPC de novembre N-1 – IPC de novembre N-2) / IPC de novembre N-2]

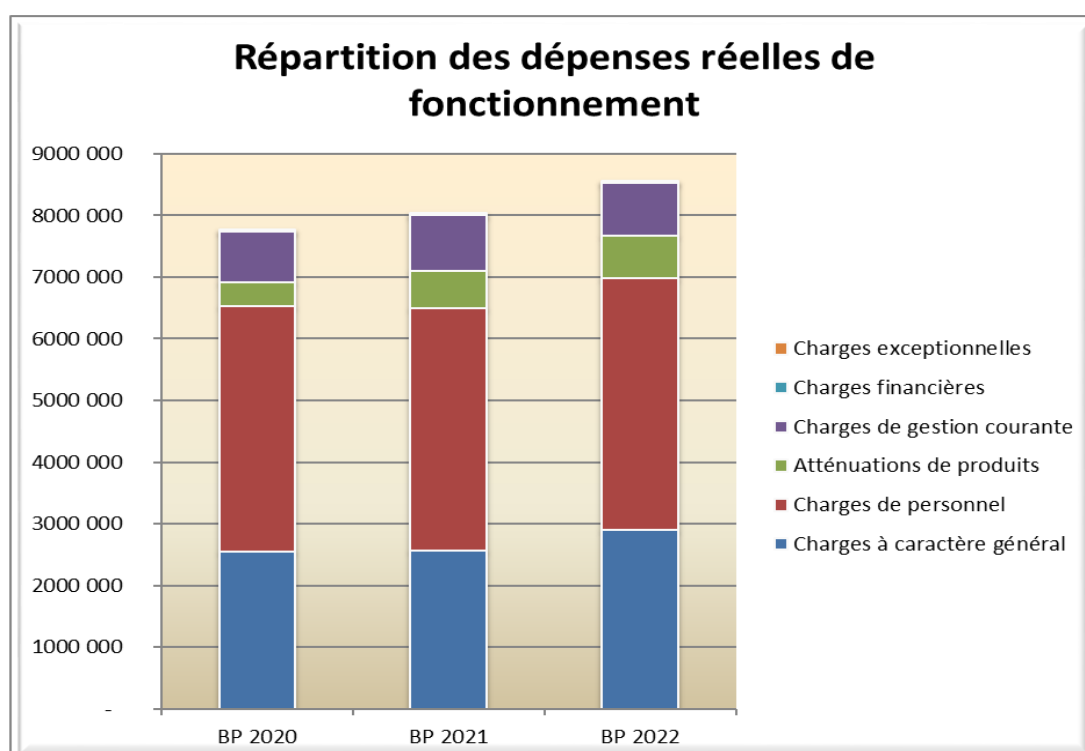
En 2022, la revalorisation des bases par application du coefficient de revalorisation des bases, ainsi que l'intégration au fil de l'eau de nouvelles bases liées aux livraisons de programmes immobiliers permettent d'envisager une augmentation de 150K€ de produits fiscaux.

Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses courantes de fonctionnement placées sous le contrôle de la commune recouvrent les charges de personnel, les divers contrats et prestations de services, les intérêts de la dette et les subventions au CCAS et aux associations, notamment.

Pour mémoire, ces dépenses comprennent notamment des dépenses contraintes telles que la péréquation (FPIC) et la pénalité dans le cadre de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU).

| Chapitre | BP 2020 | BP 2021 | BP 2022 | % 22/21 | Var. 22/21 |
|---|------------------|------------------|------------------|-------------|----------------|
| 011 Charges à caractère général | 2 539 865 | 2 555 852 | 2 896 101 | 13,3% | 340 249 |
| 012 Charges de personnel | 3 981 602 | 3 934 501 | 4 092 426 | 4,0% | 157 925 |
| 014 Atténuations de produits | 389 094 | 611 751 | 606 781 | -0,8% | - 4 970 |
| 65 Charges de gestion courante | 820 320 | 907 745 | 866 040 | -4,6% | - 41 705 |
| 66 Charges financières | 30 000 | 21 276 | 19 770 | -7,1% | - 1 506 |
| 67 Charges exceptionnelles | 7 000 | 6 000 | 6 000 | 0,0% | - |
| Total Dépenses de fonctionnement | 7 767 881 | 8 037 125 | 8 487 118 | 5,6% | 449 993 |
| 011 <i>Accompagnement Montgolfier</i> | - | - | 249 000 | | 249 000 |



Les principales variations des dépenses de fonctionnement sont :

- Chapitre 011 : les dépenses à caractère général augmentent en 2022 de 13,3% ; cette augmentation est une anticipation conjoncturelle de la crise économique impactant les fluides, ainsi que l'augmentation des marchés publics tel que sur le marché de restauration collective. En outre, la municipalité souhaite répondre aux mieux aux attentes des noiséens, notamment sur le nettoyage des bâtiments municipaux. 2022 est également une année tournée sur la culture et le sport, et plusieurs événements seront organisés (Année Gondi, Exposition Sports, fête du vélo, manifestation en lien avec « Terre des Jeux 2024 »).
- Chapitre 012 : les dépenses de personnel (masse salariale et frais connexes) sont en hausse de 4,0%. Cette évolution intègre le renforcement des équipes sur les secteurs de la petite enfance et de l'animation afin de répondre aux exigences d'encadrement et à la demande grandissante d'accueil des enfants en garderie ou à l'accueil de loisirs. Elle intègre aussi la création d'un poste de responsable jeunesse et sport pour accompagner les politiques municipales en direction des 11/25 ans (+ 0.5 ETP) et l'augmentation ponctuelle de la quotité de travail de l'agent d'accueil du CCAS (+0.3 ETP) en lien avec le congé de la titulaire du poste et la nécessité de permettre le recrutement rapide et efficace de son remplaçant.
La masse salariale (somme des rémunérations perçues par les agents et des charges sociales et parafiscales) augmente sous l'effet du « glissement vieillesse technicité » (GVT), des évolutions réglementaires (taux de cotisations, prime « inflation ») et des coûts liés à l'organisation des élections présidentielles et législatives. A noter, également, la poursuite des travaux entrepris avec le CIG d'une part pour la réorganisation et l'inventaire du fonds d'archives municipales et d'autre part, pour l'accompagnement dans la prévention des risques professionnels.
L'assurance du personnel est quant à elle stable (une baisse du nombre d'agents en situation de cessation de travail pour maladie).
- Chapitre 014 : les atténuations de produits fiscaux continuent d'augmenter, mais cette hausse est moindre qu'en 2021. Cette hausse tient compte du reversement à Versailles Grand Parc du solde restant dû sur le reversement des surcharges foncières (neutralisé en partie par un non versement des attributions de compensation 2022) suite au rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion de l'agglomération. Demeure, dans ce chapitre, la pénalité due dans le cadre du non-respect des obligations liées à la loi SRU³ et la participation de la commune à la péréquation fiscale.
- Chapitre 65 : les dépenses de gestion courante concernent principalement les subventions allouées par le conseil municipal aux associations, au SDIS⁴ et au Centre Communal d'Action Sociale. La subvention du CCAS est en baisse, de BP à BP, du fait de la reprise par anticipation des résultats 2021, tout comme pour la commune (subvention de 235 K€).
Les subventions aux associations baissent également de 10,2 K€ par rapport à 2021.
- Chapitre 66 : les dépenses liées aux remboursements des intérêts de la dette baissent en 2022.

³ Loi Solidarité et Renouvellement Urbain

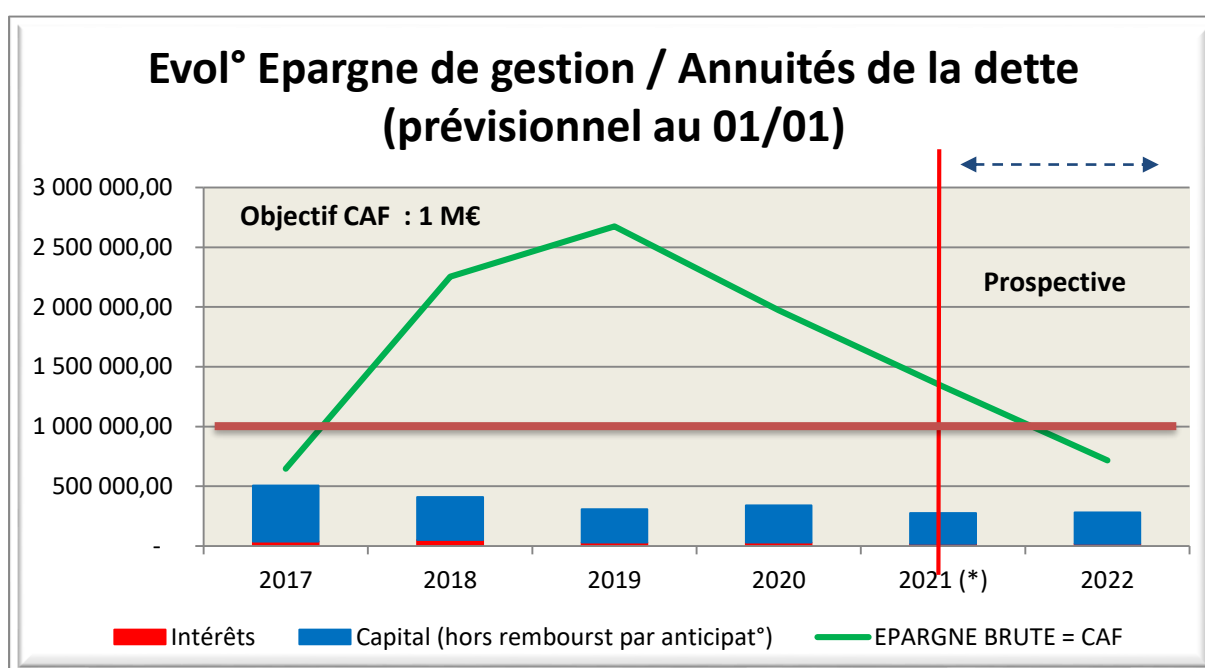
⁴ Service Départemental d'Incendie et de Secours

- **Accompagnement Montgolfier** : dans le cadre du projet de réalisation d'un nouveau quartier, la commune pour en assurer la maîtrise et faite part de ses attentes aux diverses parties prenantes s'appuie sur des conseils externes. Ces dépenses 249k€ pour l'année 2022 font l'objet d'un suivi ad hoc étant considérées comme des dépenses affectées à un projet individualisé.

L'Épargne Brute 2021

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 (*) | 2022 |
|--|-------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Recettes réelles de fonctt | 8 684 398,00 | 9 613 058,07 | 9 972 500,86 | 9 162 548,35 | 9 618 671,16 | 9 562 021,00 |
| Dépenses réelles de fonctt | 7 999 034,00 | 7 309 606,80 | 7 267 659,17 | 7 160 253,71 | 8 262 880,26 | 9 492 812,01 |
| EPARGNE DE GESTION | 685 364,00 | 2 303 451,27 | 2 704 841,69 | 2 002 294,64 | 1 355 790,90 | 88 978,99 |
| Intérêts | 38 885,72 | 49 783,72 | 29 072,07 | 28 800,55 | 20 109,63 | 19 770,00 |
| EPARGNE BRUTE = CAF | 646 478,28 | 2 253 667,55 | 2 675 769,62 | 1 973 494,09 | 1 335 681,27 | 69 208,99 |
| REPRISE PAR ANTICIPATION RÉSULTAT FONCTT 2022 | | | | | | 698 453,01 |
| | 646 478,28 | 2 253 667,55 | 2 675 769,62 | 1 973 494,09 | 1 335 681,27 | 767 662,00 |
| | | | | Exécution budgétaire | | Prévision budgétaire |

(*) – Éléments prévisionnels



€

Le budget prévisionnel dégage une épargne brute inférieure à 1M€ et couvrant le remboursement des intérêts de la dette ainsi que les dotations aux amortissements.

| | BP 2022 |
|--|---------|
| 1 * Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1 198 € |
| 2 Produit des impositions directes / population | 732 € |
| 3 Recettes réelles de fonctionnement / population | 1 200 € |
| 4 Dépenses d'équipement brut / population | 1 219 € |
| 5 Encours de dette / population | 170 € |
| 6 DGF / population | 31 € |
| 7 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement | 43,1% |
| 8 Dép. fonct. et remboursement dette en capital / rec. réelles de fonct. | 102,6% |
| 9 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 101,7% |
| 10 Encours de la dette / recettes de fonctionnement. | 14,1% |

(*) - données BP 2022 et fiche DGF 2021

III- Section d'investissement

Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se structurent autour des dotations, fonds divers et réserves tels que le FCTVA, les taxes d'urbanisme ou la capitalisation des excédents de clôture en investissement, les subventions d'investissement reçues d'organismes extérieurs comme le Conseil départemental et les emprunts contractés.

Evaluer le montant et l'évolution des recettes d'investissement est un exercice délicat car ces recettes dépendent non seulement des dépenses d'équipement réalisées en année N-2 (pour être éligibles au fonds de compensation de la TVA) mais aussi du programme d'investissement voté qui peut faire l'objet de subventions.

En 2022, la section d'investissement est équilibrée par la reprise par anticipation des résultats d'investissement 2021, pour 3,5 M€ et l'inscription d'un emprunt à hauteur de 1,6 M€.

Au titre de la prévision 2022, les ressources propres de la commune sont estimées à 8,7 M€ (dont 3,5M€ de reprise de résultat anticipé), permettant de couvrir le remboursement du capital de la dette et de disposer de 5,4 M€ de ressources pour financer les dépenses d'équipement récurrentes, y compris les opérations spécifiques.

⁵ Code Général des Collectivités Territoriales

| Chapitre | BP 2020 | BP 2021 | BP 2022 | % 22/21 | Var. 22/21 | |
|----------|---------------------------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|------------------|
| 001 | Résultat antérieur | - | - | 3 527 769 | | 3 527 769 |
| 021 | Virement de section à section | 526 454 | 173 057 | 52 278 | -69,8% | - 120 779 |
| 10 | Dotations et fonds propres | 503 000 | 856 000 | 1 430 000 | 67,1% | 574 000 |
| 13 | Subventions d'investissement | - | 490 000 | 2 156 784 | 340,2% | 1 666 784 |
| 16 | Emprunt d'équilibre / Emprunt | 4 717 668 | 5 249 606 | 1 570 715 | -70,1% | - 3 678 891 |
| 16 | Dépôts de garantie | | | 15 000 | | 15 000 |
| 27 | Dation Cornouiller II | | | 474 000 | | 474 000 |
| 024 | Cessions patrimoine | - | - | | | - |
| 040 | Opérations d'ordre | 500 000 | 772 457 | 734 952 | -4,9% | - 37 505 |
| 041 | Opérations patrimoniales | | 203 563 | | -100,0% | - 203 563 |
| | Total Recette d'investissement | 6 247 122 | 7 744 683 | 9 961 498 | 28,6% | 2 216 815 |

Les dépenses d'équipement

Les dépenses récurrentes liées au gros entretien du patrimoine et le renouvellement des biens mobiliers obsolètes représentent 1,3 M€.

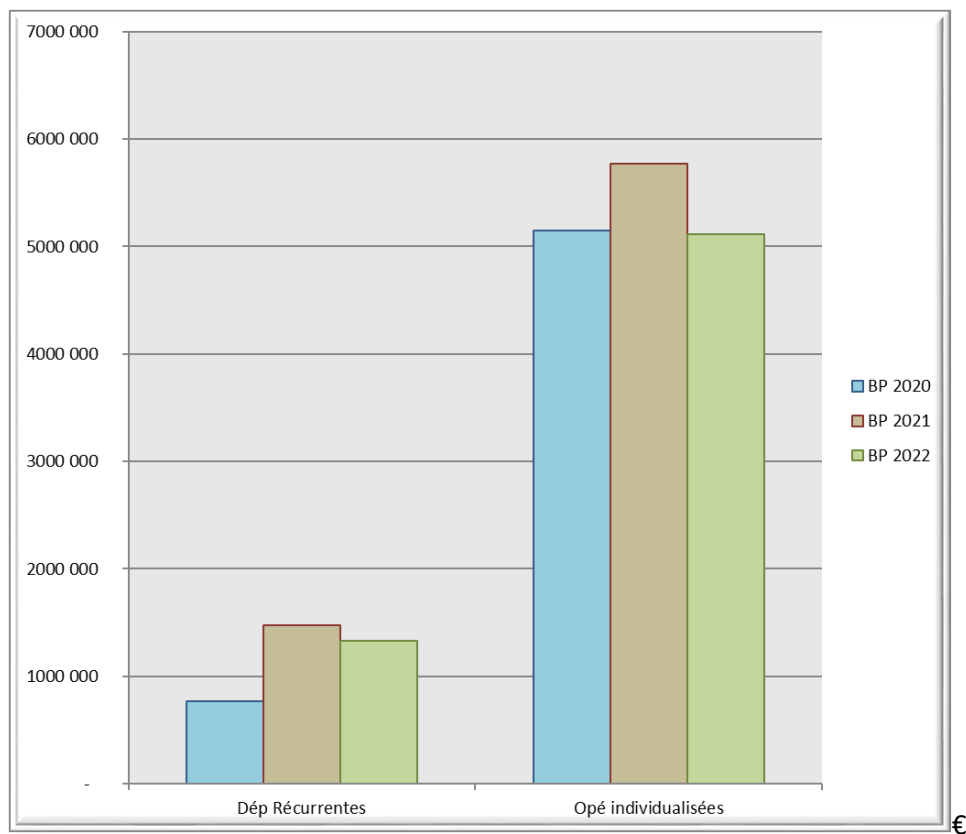
Les dépenses d'équipement inscrites concernent des dépenses justifiées d'une part par la sécurité des usagers, des réhabilitations énergétiques (bassin d'apprentissage à la natation), les travaux liés à l'entretien du patrimoine immobilier notamment l'entretien annuel des établissements scolaires (mise en peinture, réfection des cours).

Enfin des crédits sont prévus pour des réhabilitations de voirie (hors circulations douces), le remplacement d'arbres et arbustes, la création de sanitaires au parc de la roseraie et les études préparatoires à l'extension du cimetière.

| Chapitre | BP 2020 | BP 2021 | BP 2022 | % 22/21 | Var. 22/21 | |
|----------|--------------------------------------|----------------|------------------|------------------|--------------|------------------|
| | Hors opération - Administration | 30 000 | 30 000 | 20 000 | -33,3% | - 10 000 |
| | Hors opération - Subv investissement | - | 93 200 | 6 000 | -93,6% | - 87 200 |
| | Opération 101 - Batiment | 144 950 | 551 850 | 330 600 | -40,1% | - 221 250 |
| | Opération 102 - Espaces verts | 60 000 | 96 000 | 117 000 | 21,9% | 21 000 |
| | Opération 103 - Informatique | 59 861 | 103 770 | 75 160 | -27,6% | - 28 610 |
| | Opération 105 - Voirie | 307 000 | 433 612 | 400 000 | -7,8% | - 33 612 |
| | Opération 107 - Urbanisme | 50 000 | 70 600 | 50 000 | -29,2% | - 20 600 |
| | Opération 108 - Cimetière | 10 000 | 20 000 | 92 000 | 360,0% | 72 000 |
| | Opération 112 - Vidéo Protection | - | - | 30 000 | | 30 000 |
| | Opération 116 - Eclairage public | 70 000 | 50 000 | - | -100,0% | - 50 000 |
| | Opération 211 - Bassin | - | - | 188 000 | | 188 000 |
| | Opération 511 - Communication | 15 000 | - | - | | - |
| | Opération 512 - Petite enfance | 5 000 | 15 000 | 10 000 | -33,3% | - 5 000 |
| | Opération 513 - Scolaire | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 0,0% | - |
| | Dép Récurrentes | 766 811 | 1 479 032 | 1 333 760 | -9,8% | - 145 272 |

Plusieurs opérations spécifiques vont être réalisées courant 2022, comme les travaux de l'Eglise Saint Lubin, la rénovation globale de l'éclairage public, l'aménagement de l'appartement situé au-dessus de La Poste en cabinets médicaux et le lancement des études préparatoires sur l'aménagement urbain du Quartier Montgolfier.

| Chapitre | BP 2020 | BP 2021 | BP 2022 | % 22/21 | Var. 22/21 |
|--|------------------|------------------|------------------|---------------|------------------|
| Dépenses imprévues | - | - | - | | - |
| Opération 101 - Dation Cornouiller II | - | - | 474 000 | | 474 000 |
| Opération 105 - Programme de voirie | 200 000 | 100 000 | - | -100,0% | - 100 000 |
| Opération 116 - Rénovation Eclairage Public | | | 1 868 400 | | 1 868 400 |
| Opération 113 - Plan Accessibilité | 15 000 | 15 000 | - | -100,0% | - 15 000 |
| Opération 114 - Pôle Petite enfance | 350 000 | 61 800 | 10 000 | -83,8% | - 51 800 |
| Opération 117 - Aménagt Pl Quintinie | 300 000 | 160 000 | 85 000 | -46,9% | - 75 000 |
| Opération 121 - Trx Eglise St Lubin | 483 000 | 480 000 | 830 508 | 73,0% | 350 508 |
| Opération 123 - Circulations douces | - | 700 000 | 1 100 000 | 57,1% | 400 000 |
| Opération 124 - Quartier Montgolfier | - | - | 70 000 | | 70 000 |
| Opération 125 - Création CTM | - | - | 50 000 | | 50 000 |
| Opération 126 - Aménagt Locaux La Poste | | | 280 000 | | 280 000 |
| Opération 127 - Aménagt Salle Jacques Moreau | | | 50 000 | | 50 000 |
| Opération 513 - Réfectoire Vaucheron | - | 15 000 | - | -100,0% | - 15 000 |
| Opération 801 - Vaucheron | 3 800 000 | 4 240 000 | 300 000 | -92,9% | - 3 940 000 |
| Opé individualisées | 5 148 000 | 5 771 800 | 5 117 908 | -11,3% | - 653 892 |



La dette communale

L'encours de dette au 01/01/2022 est de 1 345 108 € (contre 1 602 663 € au 1^{er} janvier 2021), soit une diminution de 257 K€ entre les deux exercices et sera de 1 086 965 € au 31.12.2021.

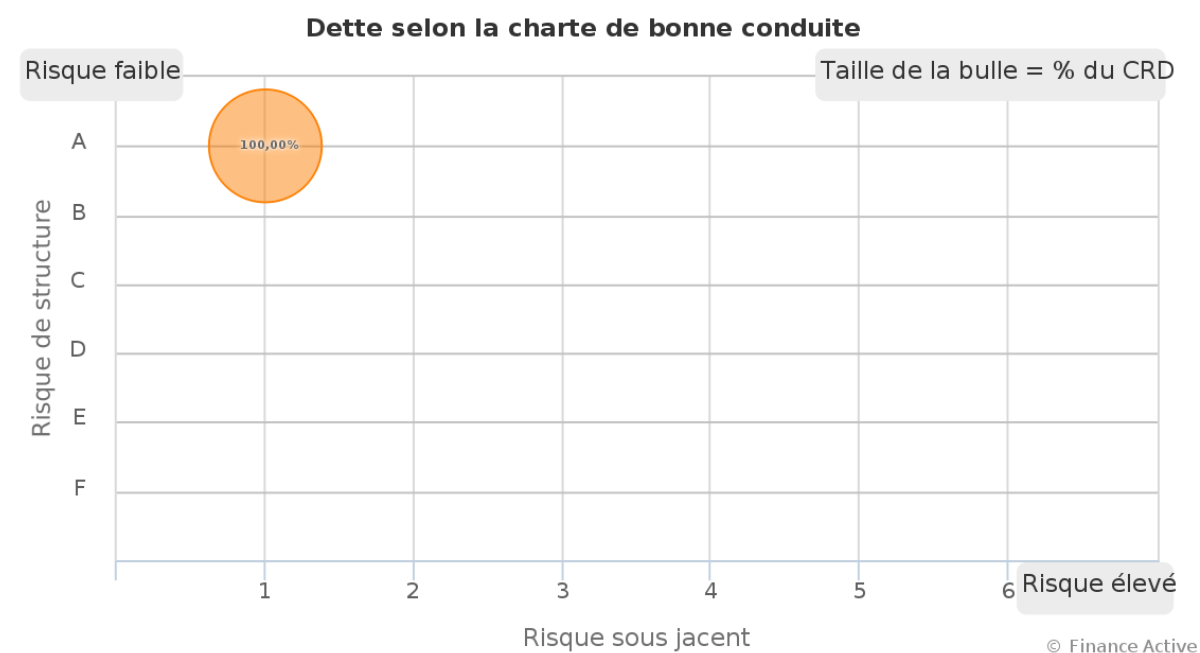
Depuis 2013, cet encours a diminué de 4,5 M€ (5,5 M€ en 2013).

Ratios d'endettement :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|-------|-------|-----------------|----------------|----------------|
| Encours de dette/population | 317 € | 277 € | 241 € | 203 € | 170 € |
| Capacité de désendettement (encours/CAF brute) | 4 ans | 2 ans | 1 an et 10 mois | 1 an et 5 mois | 1 an et 9 mois |

L'encours de la dette communale est constitué de 6 emprunts dont le risque est léger selon les critères de la Charte Gissler⁶ de même strate.

Le graphique ci-dessous illustre que la dette de la commune ne présente pas de risque pour l'équilibre du budget communal.



⁶ Charte de bonne conduite gestion de la dette